

Les pouvoirs landais frappent leurs pauvres !

Un RMiste tente d'offrir ses services et décroche quelques chèques emploi service universels (CESU). Aucun employeur n'envisage jamais de l'embaucher dans aucune autre forme de contrat de travail respectueux. Le CESU est une solution précaire, mais pourrait augmenter son pouvoir d'achat pour disposer de moyens et rebondir. Impossible !

Vivre avec 440 euro par mois, c'est à peine pouvoir satisfaire quelques besoins vitaux fondamentaux. Avec des restrictions et un rationnement maximum. On pense que 7 millions de personnes sont frappés directement ou indirectement par la pauvreté. Développée *depuis des décennies* par les classes sociales dominantes de *tous les bords politiques*. En organisant le *rejet d'un grand nombre de personnes*, en dehors du *marché libre (d'arnaquer)*, qu'il soit livré à lui-même par les libéraux, ou qu'il soit régulé par les anti-libéraux.

Il est remarquable que les *faux humanistes*, exigent en plus que nous prenions en charge tous nos frais d'insertion avec des miettes de pouvoir d'achat. Qu'on se déplace 12 fois dans l'année à d'inutiles rendez-vous vers des conseillers ANPE débordés, qui se contentent de contrôler les démarches des chômeurs(-rmistes), principalement pour permettre à leurs chefs de justifier des radiations à tour de bras.

Et il est encore plus remarquable que des *décideurs du département des Landes*, entre autres, *refusent aux pauvres* en dessous du seuil, (et donc en dessous du SMIC), *le cumul de leurs maigres revenus avec leur minima social*. En effet, les CESU qui font l'objet, eux-mêmes, du prélèvement de charges salariales, sont, en plus, utilisés par la *CAF des Landes* et par le *Conseil Général des Landes*, pour *diminuer le minima social* du bénéficiaire, à hauteur de -50% de la valeur gagnée.

Alors que les mêmes politiciens voient leurs revenus gonflés (députés de tous bords qui ne refusent pas d'encaisser, présidence de la république,...) par les simples décisions d'une minorité. Sans parler de l'abaissement du seuil de l'ISF, ou des stocks-options ».

Et que pendant ce temps, *de l'argent versé par le département coule à flot*, vers des particuliers et groupes privés ou publics, prêts à faire de la plus-value sur le dos des embauchés ; vers des collectivités territoriales, vers des établissements publics, pour des financements qui relèvent plus du luxe d'une société de classe, plutôt que de nécessités sociales prioritaires et raisonnables. Visitez les *sites internet des collectivités territoriales*, et en particulier les liens concernant les *marchés publics*. Lisez les comptes-rendus d'*assemblées communautaires*, etc. (www.landes.org) (www.cdcaire.org)

Si vous avez une conscience, la honte des décisions de tous ceux pour qui vous votez devrait vous envahir douloureusement. Car, pendant ce temps, des personnes *survivent*. Abandonnés par des organismes d'insertion copains politiques déceimment payés avec l'argent public, en vue des prochaines élections.

Pourtant, on proclame partout, que les bénéficiaires de *minima sociaux qui travaillent moins de 78 heures par mois* et qui ne bénéficient pas de la prime pour l'emploi, ni de la prime mensuelle, *peuvent cumuler leur minima avec leurs revenus...* Mensonges !

Ne restons pas seul(e)s ! Ne restons pas isolé(e)s !

Regroupons-nous par la *démocratie directe*, face aux habiles oppresseurs de tous bords !

Pour tous contacts : <http://exclus.en-action.org/> - exclus.en-action@free.fr - c/o tél. asso. 05 58 51 17 14

© novembre 2007 – Imprimerie spéciale de l'éditeur. *Ne pas jeter sur la place publique.*